



Des guerriers inattendus : la nouvelle posture affirmée de la Scandinavie

Le rôle des pays nordiques dans la guerre en Ukraine a été négligé. Généralement considérés comme des nations harmonieuses et pacifiques, ils se sont empressés de rejoindre le camp des bellicistes, au nom d'un sentiment de supériorité morale qui rejettait tout compromis avec la Russie.

Stefano di Lorenzo

mer. 07 janv. 2026

Le 21 novembre, l'ancienne Première ministre finlandaise Sanna Marin, faisant référence au nouveau plan de paix en 28 points proposé pour l'Ukraine, a écrit sur X :

« Le "plan de paix" pour l'Ukraine est une catastrophe non seulement pour l'Ukraine et ses citoyens, mais aussi pour l'ensemble du monde démocratique. Si nous répétons les erreurs du passé, telles que la faiblesse et l'ignorance dont nous avons fait preuve en 2014 lorsque la Russie a annexé la Crimée, nous ne trouverons devant nous que davantage d'agressions et de conflits. L'esprit autoritaire ne comprend que la force et la dissuasion. »

ANCIENNE PREMIÈRE MINISTRE FINLANDAISE SANNA MARIN

La position intransigeante exprimée par l'ancienne Première ministre finlandaise, qui a quitté ses fonctions en 2023, résume bien l'attitude adoptée par la Finlande et les autres pays nordiques dans le contexte de la guerre en Ukraine.

Marin avait déjà pris plaisir à adopter une posture ferme auparavant. « La seule issue au conflit est que la Russie quitte l'Ukraine. C'est la seule issue au conflit », avait déclaré Marin aux journalistes en 2022.

La Finlande a mis fin à huit décennies de neutralité en rejoignant l'OTAN au printemps 2023. L'OTAN s'est réjouie de l'adhésion de la Finlande en 2023 et ses réseaux sociaux publient régulièrement des contenus enthousiastes sur la qualité mythique du *sisu* finlandais, un mot particulier qui pourrait être traduit par « ténacité » ou « endurance », toujours dans le contexte d'une lutte existentielle contre la Russie. La Suède a également abandonné la neutralité, une position de politique étrangère qu'elle avait adoptée pendant deux siècles, pour rejoindre l'OTAN en 2024.

En février de cette année, le président américain Donald Trump, nouvellement réélu, a tendu la main au président russe Vladimir Poutine lors de la première d'une série de discussions bilatérales entre les États-Unis et la Russie. Pour beaucoup, la reprise de la diplomatie semblait offrir une perspective de paix pour l'Ukraine. Cependant, l'Europe s'est sentie snobée et a réagi avec colère, rejetant la diplomatie comme une capitulation devant la Russie. La Première ministre danoise, Mette Frederiksen, a déclaré dans une déclaration frappante que « pour l'Ukraine, la paix peut être plus dangereuse que la guerre ». Le Danemark est l'un des plus grands fournisseurs d'aide militaire à l'Ukraine, avec 10,5 milliards de dollars, juste après l'Allemagne et le Royaume-Uni, une contribution massive compte tenu de la taille de l'économie danoise.

Du pacifisme au bellicisme

Pendant des décennies, les pays scandinaves ont été considérés comme des États stables et pacifiques. La Suède a maintenu une tradition de neutralité vieille de plusieurs siècles. Le Danemark et la Norvège faisaient partie des 12 membres fondateurs de l'OTAN en 1949, mais continuaient à projeter une image de retenue en matière de politique étrangère et de capacité à maintenir un équilibre diplomatique. « La Norvège avait auparavant (jusqu'en 2022) pour politique de ne pas envoyer d'armes aux pays en guerre (car cela aggrave le conflit et peut nous rendre complices), et notre pays prônait la diplomatie et les négociations comme voie vers la paix », a souligné le professeur et politologue norvégien Glenn Diesen dans une analyse éclairante publiée sous le titre "[How Peace-Oriented Norway Learned to Stop Worrying and Love War](#)". La Norvège a versé 5 milliards de dollars d'aide militaire à l'Ukraine, soit plus que la Pologne, un pays qui compte une population beaucoup plus importante et qui a une tradition beaucoup plus forte de sentiments anti-russes. « La Norvège a abandonné ces politiques et s'est ralliée au nouveau mantra selon lequel « les armes sont la voie vers la paix », et nous avons boycotté la diplomatie de base avec la Russie pendant plus de trois ans, à une époque où des centaines de milliers de jeunes hommes mouraient dans les tranchées », a observé M. Diesen, qui a été largement ostracisé dans son pays ces dernières années pour avoir prétendument promu la « propagande russe ».

La Finlande ne fait pas techniquement partie de la Scandinavie, mais en raison de son histoire, de sa proximité culturelle et de sa continuité géographique, elle est souvent incluse dans la zone culturelle et politique nordique scandinave au sens large. La guerre en Ukraine a ravivé un profond sentiment collectif de défiance envers la Russie, un sentiment latent dans la société finlandaise depuis au moins la guerre soviéto-finlandaise de 1939. Staline voulait sécuriser la frontière près de Saint-Pétersbourg et a exigé des concessions territoriales de la Finlande en novembre 1939, près de trois mois après que le monde ait été choqué par l'attaque brutale de l'Allemagne contre la Pologne qui a déclenché la Seconde Guerre mondiale. Au final, la Finlande a perdu 10 % de son territoire au profit de l'Union soviétique, mais elle s'est révélée être un adversaire coriace pour l'Armée rouge. Le souvenir et la mythologie de la guerre d'hiver sont encore très présents en Finlande.

Ironiquement, jusqu'à récemment, la Finlande était considérée comme un modèle viable pour la résolution du problème ukrainien, un modèle que la Russie jugeait acceptable. La Finlande s'était alliée à l'Allemagne nazie et, après la guerre, au lieu de rejoindre l'un des deux blocs de la guerre froide, elle est restée officiellement neutre. La « finlandisation » signifiait que la Finlande conservait son autonomie tout en faisant des concessions aux intérêts soviétiques en matière de politique

étrangère, notamment en ce qui concerne ses décisions géopolitiques et sécuritaires. Dans le contexte de l'Ukraine, certains analystes ont suggéré qu'une « finlandisation » de l'Ukraine aurait pu être une solution, un statut neutre entre la Russie et l'Occident qui aurait satisfait la Russie tout en permettant à l'Ukraine de préserver sa souveraineté. Pendant un certain temps, cela a semblé être un compromis plausible. Mais après février 2022, la Finlande, comme une grande partie de l'Europe, a rejeté toute forme de diplomatie avec la Russie et a insisté sur le fait que la solution à la guerre en Ukraine viendrait du champ de bataille en Ukraine. La Finlande a envoyé à l'Ukraine une aide militaire de 3 milliards de dollars.

Le Danemark, la Suède, la Norvège et la Finlande ont contribué à hauteur de 26 milliards de dollars à l'aide militaire à l'Ukraine, soit plus que l'Allemagne, le plus grand contributeur européen (environ 20 milliards de dollars), malgré une population totale de 27,6 millions d'habitants, soit moins d'un tiers de celle de l'Allemagne. La part importante de la facture assumée par les pays nordiques est souvent négligée dans les autres pays occidentaux, mais elle n'est pas passée inaperçue en Scandinavie. Dans une [récente interview](#), la ministre suédoise des Affaires étrangères a averti que les pays nordiques ne pouvaient pas continuer à assumer une part disproportionnée du soutien à l'Ukraine. « Quelques pays assument la quasi-totalité de la charge. Ce n'est pas juste et ce n'est pas viable à long terme », a-t-elle déclaré, ajoutant : « Le fait que les pays nordiques, avec moins de 30 millions d'habitants, fournissent un tiers du soutien militaire que les pays de l'OTAN, avec près d'un milliard d'habitants, fournissent cette année... Ce n'est pas viable. Ce n'est en aucun cas raisonnable. Cela en dit long sur ce que font les pays nordiques, mais cela en dit encore plus sur ce que les autres ne font pas. »

Mme Stenergard a fait valoir que l'utilisation des avoirs russes gelés serait le seul moyen réaliste d'assurer un partage des charges plus équitable à long terme. Elle a également souligné que depuis le début de l'invasion à grande échelle, l'UE a dépensé plus pour les importations d'énergie russe que pour aider l'Ukraine.

Le changement d'attitude de la Scandinavie s'est peut-être manifesté le plus clairement lors du dernier sommet nordique-ukrainien qui s'est tenu en Islande en octobre dernier. Les dirigeants nordiques ont publié une [déclaration commune](#) affirmant leur « engagement indéfectible envers la souveraineté, l'intégrité territoriale et la sécurité de l'Ukraine. Notre soutien global à l'Ukraine est inébranlable et se poursuivra aussi longtemps que nécessaire ». Les dirigeants nordiques ont également insisté, de manière plutôt inquiétante, sur le fait que « la place future de l'Ukraine est au sein de l'OTAN. Nous continuerons à soutenir l'Ukraine dans sa voie irréversible vers une intégration euro-atlantique complète, y compris l'adhésion à l'OTAN. Nous soutenons un rôle plus important de l'OTAN

dans la coordination de l'aide et de la formation en matière de sécurité et nous saluons la mise en place du programme d'aide et de formation de l'OTAN pour l'Ukraine. Nous sommes convaincus que l'adhésion future de l'Ukraine apportera une valeur ajoutée significative à l'Union européenne et contribuera à la paix, à la stabilité et à la prospérité en Europe ».

Les dirigeants de la Suède, de la Finlande, de la Norvège, du Danemark et de l'Islande ont ainsi fait preuve d'un manque flagrant de compréhension des causes géopolitiques structurelles qui ont conduit à la guerre fratricide en Ukraine.

L'aspect géopolitique

La géopolitique ne se limite pas à des alliances abstraites et à des traités diplomatiques. Comme le suggère l'étymologie du mot, la géopolitique doit également tenir compte des réalités concrètes de la géographie physique et des ressources naturelles.

Dans le cas de la Russie et de l'Europe, peu de réalités géographiques ont autant d'importance stratégique que les détroits danois. Environ 40 % des exportations russes de pétrole par voie maritime doivent passer par ce corridor maritime étroit qui relie la mer Baltique à la mer du Nord et aux marchés mondiaux. La géographie a donné au Danemark une influence bien supérieure à la taille de son territoire ou de sa population : celui qui contrôle efficacement les détroits détient un levier sur la sécurité maritime de la Baltique. Le traité de Copenhague de 1857 a aboli les anciens droits de passage et garanti le transit sans droits de douane dans les eaux danoises, internationalisant ainsi les détroits pour la navigation commerciale.

Les relations entre la Russie et le Danemark s'étendent sur un millénaire et se caractérisent par une combinaison de rivalités, d'échanges commerciaux, de liens dynastiques et de stratégies mutuelles. Au Moyen Âge, les rois du Danemark et les princes de Novgorod se sont affrontés à plusieurs reprises pour contrôler les routes commerciales de la Baltique et étendre leur influence sur les peuples finnois, tout en connaissant aussi des périodes de coopération pragmatique. Le rôle du Danemark en tant que puissance de la Baltique et de la mer du Nord en a fait un interlocuteur naturel pour la Russie, dont l'accès à la Baltique était historiquement fragile et souvent contesté.

Au début de l'ère moderne, la trajectoire géopolitique de la Russie est inévitablement entrée en collision avec les intérêts scandinaves. La Grande Guerre du Nord (1700-1721) a profondément remodelé la région : la victoire de la Russie a démantelé le statut impérial de la Suède et fait de Saint-Pétersbourg la capitale de la

Baltique. Le Danemark est resté officiellement un allié de la Russie contre la Suède. Au XIXe siècle, la Russie a apporté son soutien diplomatique au Danemark lors de la question du Schleswig-Holstein, appréciant le Danemark en tant que monarchie conservatrice et contrepoids potentiel à la Prusse.

Le monde scandinave dans son ensemble a fait preuve d'une ambivalence similaire. La rivalité historique entre la Suède et la Russie était intense, mais après 1809, et surtout après 1814, la Scandinavie a progressivement intériorisé le concept de « neutralité nordique », une posture d'équilibre visant à éviter de s'impliquer dans les conflits entre grandes puissances provenant de l'Est ou de l'Ouest.

La guerre froide a été une continuation de cet équilibre, même si la Scandinavie était clairement plus orientée vers l'Occident. L'ère du Premier ministre Olaf Palme, qui a occupé ce poste en Suède entre 1969 et 1986, avant d'être assassiné une nuit d'hiver en février 1986, est un exemple classique de tentatives de normalisation des relations avec l'Occident et l'Union soviétique. La Finlande a également entretenu des relations pragmatiques avec l'Union soviétique.

Mais la fin de la guerre froide a marqué le début d'une ère de coopération intensifiée entre l'OTAN et les pays nordiques qui étaient restés neutres, même si cela n'a pas conduit à une adhésion immédiate à l'OTAN. Cette trajectoire historique est importante car elle prépare le terrain pour l'un des épisodes les plus déroutants et controversés de la géopolitique nordique contemporaine : les explosions du Nord Stream en 2022. Ici, la longue histoire de prudence, de légalisme et d'ambiguïté stratégique de la Scandinavie se heurte soudainement à un dilemme sécuritaire moderne aux enjeux considérables.

Les gazoducs Nord Stream, qui constituent une voie de transport essentielle pour acheminer le gaz russe vers l'Allemagne sous la mer Baltique, ont été gravement endommagés dans ce que la plupart des observateurs considèrent comme un sabotage délibéré. Les conséquences ont été immédiates et profondes : l'architecture énergétique de l'Europe a été ébranlée, les risques environnementaux ont augmenté et les spéculations se sont intensifiées quant à l'État ou au mandataire qui aurait pu mener une attaque aussi audacieuse.

Pourtant, la réaction des pays nordiques a été étonnamment modérée. La Suède a clos son enquête début 2024, déclarant qu'elle ne disposait pas d'une compétence claire et qu'elle ne pouvait prouver que le territoire ou des ressortissants suédois étaient impliqués. Le Danemark a rapidement emboîté le pas, reconnaissant que les explosions étaient un « sabotage délibéré », mais affirmant ne pas disposer de preuves suffisantes pour engager des poursuites pénales.

Cette réticence collective est difficile à concilier avec la gravité de l'incident. Les explosions se sont produites dans les eaux internationales, mais *dans les zones économiques du Danemark et de la Suède*. Elles visaient une infrastructure énergétique européenne majeure. Et elles se sont produites à un moment où les pays nordiques redéfinissaient radicalement leur posture en matière de sécurité, soutenaient l'Ukraine, s'armaient et positionnaient la Russie comme leur principal adversaire stratégique.

Il en résulte un paradoxe au cœur de la politique de sécurité nordique. Ces États sont prêts à se réarmer, à assumer une plus grande responsabilité militaire, voire à risquer une escalade avec la Russie, mais ils hésitent lorsqu'ils sont confrontés à un acte de sabotage qui s'est produit dans leur propre arrière-cour maritime. L'épisode du Nord Stream révèle une limite à la nouvelle posture guerrière de la région : une réticence à affronter certaines questions politiquement sensibles lorsqu'elles touchent de trop près ses propres alliés présumés.

ÉTIQUETTES DE L'ARTICLE:

Poutine, Vladimir Trump, Donald Marin, Sanna Frederiksen, Mette Diesen, Glenn Palme, Olaf Allemagne Union soviétique Suède Ukraine Royaume-Uni ÉTATS-UNIS Russie Finlande Danemark Norvège L'OTAN